

unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 28 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS BEUREL Environnement

Rue Becquerel
Parc d'activité La Tourelle
BP 30459
22400 Lamballe-Armor

Code AIOT : 0005516581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/06/2023 dans l'établissement SAS BEUREL Environnement implanté Le Pont Pin 22120 Yffiniac. L'inspection a été annoncée le 14/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection avait pour but de vérifier les suites données à la dernière inspection : l'exploitant devait procéder à une régularisation et contrôler la mise en oeuvre de prescriptions concernant la traçabilité des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS BEUREL Environnement
- Le Pont Pin 22120 Yffiniac
- Code AIOT : 0005516581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BEUREL Environnement exploite sur le site : une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI), une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux Amiante lié (ISDND Amiante) ainsi qu'une station de tri-transit de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la précédente inspection
- Traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Entreposage des produits et déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.5	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Hauteur et volume	Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 8.6.3	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Bassin de collecte des eaux pluviales: étanchéité	Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 4.3.4	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Aménagement des aires de stockages de bois	Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 8.6.2	Susceptible de suites	Sans objet
4	Condition d'exploitation: séparation des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 29	Susceptible de suites	Sans objet
6	Traçabilité des déchets : utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet
7	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-43	/	Sans objet
8	Registre : entrée et sortie déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite il a été constaté de nouveau un dépassement de la hauteur maximale concernant le stockage de bois broyé. Par ailleurs, le bassin de stockage des eaux de ruissellement n'avait toujours pas fait l'objet de travaux d'étanchéification. Une mise en demeure est donc proposée à la signature du Préfet des Côtes d'Armor afin que l'exploitant se mette en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entreposage des produits et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Préventions incendies
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. (...)</p>
Constats : A la suite de la précédente inspection, il a été demandé à l'exploitant de mettre en place un système de marquage afin de pouvoir évaluer le stock de bois sur le site. En effet 4 stocks de bois sont présents sur le site : le bois A et B non broyé et le bois A et B broyé. Les tas de bois broyés sont accolés à 2 murs de "briques legos" donc sur une zone partiellement délimitée en surface. Cette délimitation est insuffisante pour estimer le stock de bois entreposé.
Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de procéder à la délimitation des aires de stockage conformément à son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Aménagement des aires de stockages de bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 8.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Préventions incendies
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le stockage de bois en transit doit être effectué sur deux plate-formes imperméabilisées d'une surface de 200 m² chacune, soit 400 m². Une distance minimale de 16,5 m doit séparer les deux plates-formes et les différentes infrastructures du site, Les voiries de circulation, les aires d'attente et de manutention des déchets sont dimensionnées, constituées et aménagées en fonction du gabarit, du nombre et du tonnage des véhicules amenés à y circuler ou à y travailler, ainsi que des moyens de secours contre l'incendie susceptibles d'y intervenir. A ce titre, le terrain sur lequel sont réparties les déchets de bois entrants et broyés sera quadrillé par des voies de circulation d'une largeur d'au moins 5 mètres entre les groupes de piles de déchets de bois garantissant un accès facile en cas d'incendie</p>
Constats : Le stockage de bois est réalisé sur une aire de stockage imperméabilisée. Dans l'étude de danger du site, il est mentionné 2 aires de stockages différentes : une pour le bois A (bois non traité) et une pour le bois B (bois traité). Dans les faits, il existe 3 zones de stockage : une pour le bois B et le bois A avant broyage et 2 zones distinctes pour le bois A et le bois B broyé.
Les aires de stockages ne sont pas complètement conformes avec le dossier, néanmoins la distance entre la zone de stockage du bois non broyé et la zone de stockage du bois A broyé était respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Hauteur et volume

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 8.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Préventions incendies
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>La hauteur maximale de stockage doit être de 4 m maximum afin que la capacité de stockage maximal en instantané soit au plus de 6204 m³ (zone de 47m*33m).</p>
Constats : La hauteur de stockage du bois broyé n'est pas respectée. Ce constat avait déjà été réalisé lors de la précédente inspection. L'exploitant a indiqué qu'il était prévu que le bois broyé soit évacué prochainement du site. Il est rappelé à l'exploitant que la prescription sur la hauteur maximale du tas de bois broyé doit être respectée à tout moment.
L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Condition d'exploitation: séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012. Conformément à l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé, il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet des déchets dangereux à un tiers.</p>
Constats : Le stockage des déchets dangereux est réalisé au moyen de conteneurs étanches, recouverts, disposant d'une rétention le tout placé au dessus une aire étanche. Un affichage est réalisé sur le mur où sont adossés les conteneurs pour indiquer la zone de stockage de déchets dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Bassin de collecte des eaux pluviales: étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 4.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'ensemble des eaux doit transiter par deux bassins de décantation/régulation.</p> <p>Les dispositions constructives des bassins sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">- Bassin n°1: volume de 486m³ avec un débit de fuite de 8,6 l/s, soit 31m³/h. Ce bassin collecte les eaux de drainage (lixiviat) de l'alvéole de stockage des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes (alvéoles n°1) ainsi que les eaux pluviales ruisselant sur la partie Sud (par rapport au ruisseau) du site. Il est équipé d'une vanne de sectionnement en sortie permettant de stopper le rejet et de confiner une éventuelle pollution dans le bassin;- Bassin n°2: volume de 875m³ avec un débit de fuite de 16,5 l/s, soit 59 m³/h. Ce bassin collecte les eaux de l'alvéole de stockage des déchets inertes (alvéoles n°2) et celles de l'installation de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux. Il est équipé d'une vanne de sectionnement en sortie permettant de stopper le rejet et de confiner une éventuelle pollution dans le bassin
<p>Constats : Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de procéder à la vérification de l'étanchéité du bassin n°1 et de procéder aux éventuels travaux de réfection si cela était nécessaire. L'exploitant a confirmé que le bassin n°1 n'était pas étanche et nécessitait d'être étanché pour respecter la prescription de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 qui stipule au II. : " Le bassin de stockage des eaux de ruissellement internes au site est étanche".</p> <p>L'exploitant a indiqué que les travaux étaient prévus à l'été, période la plus propice pour la réalisation de ce type de travaux, compte tenu d'une pluviométrie réduite.</p> <p>Les travaux n'ayant pas été réalisés depuis la précédente inspection, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant afin que l'exploitant se mette en conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Traçabilité des déchets : utilisation de Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant a indiqué n'utiliser que Trackdéchets pour l'émission des bordereaux de suivi de déchets dangereux depuis le 1er juillet 2022 date de fin de la période de tolérance. L'interface Trackdéchets de l'exploitant n'a pas pu être présentée sur site car l'interface avec cette application est réalisée depuis le siège social à Lamballe. Via ses accès inspecteurs, l'inspection a pu constater que Trackdéchets était régulièrement utilisé par l'exploitant pour la réception des déchets contenant de l'amiante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-43
Thème(s) : Risques chroniques, RNDTS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I.</p> <p>Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
Constats : Les informations relatives aux déchets dangereux du site à entrer sur le registre, sont reprises automatiquement de Trackdéchets vers le RNDTS. L'exploitant n'a pas de saisie complémentaire à effectuer dans le RNDTS pour ce type de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Registre : entrée et sortie déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2
Thème(s) : Risques chroniques, contenu du registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none">- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; <p>(...)</p>
Constats : L'exploitant a présenté le registre des déchets du site. Ce registre est commun pour les déchets entrants et sortants du site. Un examen par sondage a été réalisé. Le registre est conforme aux obligations réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet